

Le GNL : Prise de position

Février 2025



Alors que nous entamons la seconde moitié de cette décennie critique pour le climat, Climate Action Network - Réseau action climat Canada (CAN-Rac) reconnaît l'importance vitale d'empêcher l'expansion de l'industrie du gaz naturel liquéfié (GNL), principalement dans la province que nous appelons aujourd'hui la Colombie-Britannique.

Actions prioritaires

Considérant le consensus scientifique accablant sur la crise climatique et son principal déterminant - les énergies fossiles - et compte tenu des nombreux facteurs qui, collectivement, démontrent que l'expansion de l'industrie du GNL représente un risque que l'humanité ne peut tout simplement pas se permettre de prendre, CAN-Rac demande :

- **Un moratoire immédiat sur l'expansion de l'industrie du GNL.** Tout projet de GNL qui n'est pas en cours de construction doit être interdit et les nouveaux projets ne doivent pas être approuvés alors que les gouvernements provinciaux, fédéraux et autochtones planifient un avenir carboneutre, déterminant d'une planète habitable; une planète où il n'y a pas de place pour l'expansion de l'industrie du GNL et des énergies fossiles.
- **L'interdiction explicite de l'utilisation des fonds publics pour financer l'industrie du GNL,** y compris par de nouvelles sources d'approvisionnement d'électricité dédiées.
- **Un plan de transition juste, exhaustif et adéquat pour les travailleur.euse.s touché.e.s par le moratoire.** Alors que la transition vers les énergies renouvelables se poursuit à un rythme de plus en plus rapide, les travailleur.euse.s concerné.e.s par cette transition doivent être considéré.e.s et soutenu.e.s.
- **Un Fonds de diversification pour les communautés autochtones,** toujours en première ligne face aux pressions extractivistes, doit être mis en place pour soutenir les différents choix pour lesquels les nations autochtones opteront dans le tracé de leur propre voie vers le bien-être économique, social et culturel.



Le contexte

Le consensus scientifique énoncé par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), appuyé par d'autres voix importantes, est clair : nous ne pouvons plus soutenir plus de projets liés aux énergies fossiles - nulle part - si nous voulons bénéficier d'une planète habitable. L'[Agence internationale de l'énergie \(AIE\)](#), autorité en matière des marchés et de politiques énergétiques, appuie les recommandations urgentes des experts du GIEC.

[Le sixième rapport d'évaluation du GIEC](#) ne pourrait être plus clair :

« Toutes les trajectoires modélisées des émissions mondiales anthropiques qui limitent le réchauffement planétaire à 1,5 °C sans dépassement ou avec un dépassement minime, et celles qui limitent le réchauffement à 2 °C impliquent des réductions rapides et considérables - et dans la plupart des cas immédiate - dans tous les secteurs au cours de cette décennie... Les changements climatiques constituent une menace pour le bien-être humain et la santé planétaire. La fenêtre d'opportunité qui s'offre à nous pour garantir un avenir viable et durable pour tous se ferme rapidement. » [Traduction libre]

Des 425 bombes carbone qui existent dans le monde, [12 se trouvent au Canada](#). La plus importante se trouve dans la formation de Montney, au nord-est de la Colombie-Britannique. Il s'agit de la sixième plus grande bombe carbone au monde et son exploitation aggraverait considérablement la crise climatique. Si tous les projets d'exploitation de GNL en cours et proposés en Colombie-Britannique devaient se concrétiser, [les émissions issues de leur exportation](#) représenteraient plus du double des émissions totales de la province et environ 20 % de celles du Canada.

Une grande partie de la rhétorique et de la couverture médiatique sur les GNL s'est concentrée sur la crise énergétique en Europe, précipitée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cependant, l'[Europe n'a pas besoin du GNL canadien](#) ni davantage de projets d'extraction du GNL dans le monde s'étant défait, en grande partie, de sa dépendance au gaz naturel par une destruction de la demande et un approvisionnement grandissant auprès de fournisseurs d'énergies plus fiables pour les pays européens.

Les projets de GNL en cours au Canada ainsi que les pressions de l'industrie des énergies fossiles se concentrent sur la formation de Montney et sur l'exportation du GNL vers l'Asie, où les marchés pour le gaz naturel sont pourtant appelés à ralentir.

Décolonisation et reconnaissance des droits des peuples autochtones

L'histoire de l'extraction des ressources en terres et eaux autochtones et la situation actuelle - défini par un racisme extractiviste - ne peut être dissociée du projet colonial toujours en cours. La succession de gouvernements coloniaux a limité l'acquisition de compétences et l'autorité des communautés autochtones, détourné les richesses et imposé un mode de gouvernance coloniale par le biais de législations, réglementations et politiques. La collaboration avec l'industrie des énergies fossiles est trop souvent une extension de ce projet colonial et diminue la pleine affirmation de la souveraineté et du pouvoir décisionnel des peuples autochtones, entravant la restitution des terres et des réparations financières majeures. Cette collaboration coloniale empêche activement les peuples et nations autochtones de tirer parti des



opportunités de partenariat économique et de participer pleinement à la « réconciliation économique », privilégiant les profits de certains projets d'extraction et de polluants, dont le GNL.

Si les communautés autochtones décident d'entamer de nouveaux projets d'exploitation d'énergies fossiles, comme le GNL, nous honorons leur autodétermination en tant que nation souveraine tout en établissant des relations réciproques et cultivant l'espace pour un désaccord respectueux, comme nous le ferions avec n'importe quel niveau de gouvernement. Pareillement, nous sommes solidaires des nations et des communautés autochtones qui défendent leurs territoires contre l'expansion des projets d'énergie fossile et de leur infrastructure.

En tant que réseau, nous continuons à faire pression sur nos gouvernements coloniaux pour : qu'ils respectent et appliquent pleinement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), y compris le droit à l'autodétermination et au consentement libre, préalable et éclairé, à l'information et à la participation publique, à la liberté d'association, d'expression et de réunion pacifique; qu'ils accordent d'importantes réparations financières; qu'ils remédient au sous-financement chronique; et qu'ils amplifient les revendications autochtones en faveur de changements législatifs qui soutiennent la pleine expression de la souveraineté et de la prise de décision des peuples autochtones.

Une transition juste pour les travailleur.euse.s et les communautés

Comme l'indique [le plan d'action pour des emplois durables](#) du Congrès du travail du Canada :

« Des mesures de sécurité sociale ciblées doivent être mises en place pour soutenir les travailleurs pendant les périodes de changement et de transition. Veiller à ce que le filet de sécurité du Canada soit adapté aux réalités modernes est une responsabilité fondamentale du gouvernement. Les ressources nécessaires à la transition des systèmes énergétiques du Canada vers une réalité carboneutre mondiale ne sont pas négligeables. Pour tirer le meilleur parti des dépenses publiques consacrées à la transition, il convient de chercher d'autres avantages qui soutiennent les groupes selon des principes d'équité et qui contribuent à rendre les communautés plus résilientes face au changement. » [Traduction libre]

Les impacts du GNL sur le climat

L'industrie des énergies fossiles affirme que les émissions liées au GNL en font une meilleure option que le charbon. Cependant, il n'existe que peu ou pas de preuves supportant cette affirmation, surtout lorsque l'on considère les émissions sur l'ensemble du cycle de vie du GNL, de son extraction à sa combustion. En fait, [de plus en plus d'études](#) indiquent que si l'on considère son cycle de vie complet le GNL est pire pour le climat que le charbon. L'extraction du GNL génère un niveau d'émissions bien au-delà de la limite critique pour cette décennie, empêche les investissements nécessaires à la transition vers des énergies renouvelables, et même les exclut totalement.

[Le rejet du projet Énergie Saguenay de GNL Québec](#) a créé un important précédent : bien qu'un promoteur de gaz naturel liquéfié ait fait valoir les prétendus avantages du GNL pour le climat, [le\(s\) gouvernement\(s\) a \(ont\) constaté qu'au contraire, le projet aggraverait la crise climatique](#). La logique fondamentale du projet GNL Québec est la même que celles de tous les projets de GNL



proposés et en cours de construction ailleurs au Canada : le GNL aggrave la crise climatique et compromet l'urgence de la transition énergétique.

[De récents rapports](#) font aussi état de risques économiques importants liés à l'expansion du GNL en Colombie-Britannique, mentionnant qu'une importante production mondiale de GNL serait disponible sous peu et remettant en question la croissance de la demande pour ce combustible. Comme le souligne l'Agence internationale de l'énergie dans [ses prévisions mondiales les plus récentes](#), la demande mondiale sera influencée par une multitude de facteurs et, même si elle venait à augmenter, les fournisseurs seront confrontés à un marché très concurrentiel où ils pourraient avoir du mal à réaliser des profits.

Dans sa cartographie d'un avenir carboneutre, nécessaire pour une planète habitable, [l'AIE prévoit une baisse de 78 %](#) de la demande de GNL d'ici 2050. En d'autres mots, si nos dirigeants et nous-mêmes voulons vraiment bénéficier d'une planète vivable, nous ne pouvons tout simplement pas autoriser la construction de nouveaux projets de GNL, où que ce soit, et d'autant plus, dans un pays comme celui que nous appelons aujourd'hui le Canada qui a une responsabilité historique disproportionnée dans la crise climatique.

Miser sur le GNL, c'est miser contre une planète habitable.

Le risque de projets et d'infrastructures de GNL fermés et abandonnés sur les territoires autochtones est important alors que [les perspectives du marché pour le GNL canadien continuent de se dégrader](#).

Les juridictions exportatrices d'énergies fossiles, qu'il s'agisse de provinces, d'États ou de pays, doivent cesser de se cacher derrière des arguments technocratiques qui minimisent l'intensité des émissions de carbone provenant de la production d'énergies fossiles. Les émissions à l'exportation à ce stade de l'urgence climatique sont une préoccupation existentielle majeure. Nous devons hisser le débat à la hauteur de l'enjeu moral et éthique que représente chaque projet d'énergie fossile sur notre futur énergétique et notre avenir.

Les impacts du GNL sur la santé

En 2023, la Colombie-Britannique et le Canada ont connu les pires saisons d'incendies de forêt de leur histoire : enveloppant les communautés d'une couverture fumée qui a entraîné des [coûts en santé](#) de 1,28 milliard de dollars en Ontario seulement, et ce, en cinq jours. En 2021, le dôme de chaleur de l'Ouest canadien [a tué 619 personnes en Colombie-Britannique](#). Il s'agit du phénomène météorologique le plus meurtrier au Canada à ce jour. En 2021, une forte rivière atmosphérique et des inondations importantes ont frappé la Colombie-Britannique jusqu'à devenir la catastrophe météorologique extrême la plus coûteuse de l'histoire de la province, totalisant plus de [450 millions de dollars](#), interrompant les chaînes d'approvisionnement en soins de santé et privant les patients de soins médicaux essentiels.



À la lumière des [nombreux risques sanitaires importants posés par la fracturation et le GNL](#), il est essentiel que le(s) gouvernement(s) finance(nt) une évaluation indépendante et complète de l'impact sur la santé des effets de l'extraction et de la production de gaz naturel liquéfié. Pendant la tenue de l'évaluation, les réglementations et procédures visant à contrôler et réduire la pollution de l'air et de l'eau due aux projets actuels doivent être renforcées afin de protéger la santé des travailleureuse.s et des communautés.



Climate Action Network – Réseau action climat (CAN-Rac) Canada est le plus vaste réseau d'organisations travaillant sur les questions liées aux changements climatiques et à l'énergie au Canada. Il s'agit d'une coalition de organisations opérant d'un océan à l'autre. Nos membres rassemblent des groupes environnementaux, des syndicats, des Premières Nations, des organisations de justice sociale, de développement, de santé et de jeunesse, des groupes religieux et des initiatives locales.